



HAL
open science

Comment la dé-radicalisation a occulté des choix politiques importants en Somalie

Roland Marchal

► **To cite this version:**

Roland Marchal. Comment la dé-radicalisation a occulté des choix politiques importants en Somalie. 2021. hal-03470973

HAL Id: hal-03470973

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03470973>

Preprint submitted on 14 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Numéro Spécial de la revue Enjeu Mondial
Comment la dé-radicalisation a occulté des choix politiques importants en Somalie

Roland MARCHAL

La Somalie n'a pas eu un traitement original de son insurrection islamiste, le Mouvement des Jeunes Combattants (MJC), vite qualifiée de djihadiste et associée bien avant l'heure au mouvement d'Oussama bin Laden : l'intervention militaire éthiopienne en décembre 2006 est justifiée par l'affirmation d'une dépendance entre les Tribunaux islamiques somaliens et al-Qâ'ida. De fait, les relations entre les deux organisations ne sont initiées qu'en 2009 et n'aboutissent qu'en 2012 à une association dans un moment où les deux groupes sont affaiblis.

A partir de 2012, lorsque l'un gouvernement fédéral somalien (GFS) s'installe à Mogadiscio, la communauté occidentale qui porte à bout de bras ce nouveau régime met en oeuvre une stratégie inspirée de ses autres guerres contre le djihadisme : formation d'une armée dite nationale, de forces spéciales, utilisation intensive de drones. Le Mouvement des Jeunes Combattants est alors sérieusement affaibli militairement mais surtout politiquement à cause d'une crise dans sa direction qui se résout par l'exécution ou la fuite d'un certain nombre de figures importantes du mouvement en juin 2013.

Pour consolider cet avantage militaire, les donateurs occidentaux vont s'inspirer de stratégies de dé-radicalisation déjà mises en oeuvre ailleurs, malgré leur peu de succès. Les officiels somaliens, les experts occidentaux et même les ONG les moins désargentées arguent que « dé-radicaliser » les déserteurs du MJC ne correspond à rien : les experts militaires américains estiment en effet que moins de 10% des effectifs de ce mouvement sont acquis à l'idéologie du « salafisme-djihadisme », le reste a rejoint le groupe pour des motifs variés et peu liés à leur entendement de l'Islam. Certes, le MJC entreprend d'endoctriner ses jeunes recrues mais le succès est mitigé.

Trois camps de dé-radicalisation voient ainsi le jour sous l'impulsion du Royaume uni et de l'Union européenne et servent plus d'outil de propagande que de moyen de transformation de la culture politique des déserteurs. En effet, malgré l'annonce de très nombreuses défections, le nombre de jeunes envoyés dans ces structures est si faible que rapidement il est décidé pour rentabiliser des installations souvent presque vides de créer en parallèle des formations d'apprentissage pour les jeunes habitant à la périphérie de ces camps situés à Kismaayo, Baydhabo et Mogadiscio. Il apparaît tout d'un coup que la dé-radicalisation a plus à voir avec la formation professionnelle que la rencontre avec une histoire islamique moins simpliste que celle enseignée par des djihadistes. Il apparaît aussi que réunir dans les mêmes formations des jeunes urbains sans attache idéologique particulière et des déserteurs du MJC n'est pas le plus heureux des choix sachant que de nombreux déserteurs même s'ils n'adhèrent plus à la doctrine considèrent que le salafisme prôné par le MJC est à tout prendre plus juste que les pratiques soufies de leurs congénères. Les ONGs qui gèrent ces camps sont généreusement rétribuées mais leur utilité sociale reste plus que problématique.

On pourrait accumuler les détails et nuancer le trait, mais une autre question n'a pas fait l'objet d'un véritable débat public et se révèle avec le temps beaucoup plus périlleuse que l'échec de cette dé-radicalisation en chambre : c'est la manière dont les déserteurs du MJC sont triés et utilisés dans des organes de force. Aujourd'hui et bien avant le début de la crise électorale qui date de septembre 2020, les Somaliens sont ainsi convaincus que les Services de sécurité (National Intelligence and Security Agency- NISA) et la police à Mogadiscio sont complètement infiltrés par le MJC au point que les services américains ont cessé tout partage d'information depuis près de trois ans.

Les déserteurs du MJC depuis 2012 sont divisés en trois catégories. Certains sont considérés des cadres importants et sont séparés du groupe pour être interrogés de façon intensive par les services occidentaux et NISA (peut-être en coopération, peut-être pas). Certains d'un rang plus bas, sont considérés comme de possibles agents à « retourner » et servent un certain temps pour faire du renseignement et après 6 mois sont soit recrutés dans NISA soit renvoyés avec le troisième groupe des opérateurs sans valeur particulière dans des camps de réinsertion, voire ces camps de dé-radicalisation avant de retourner à la vie civile.

Cette politique, mise en place sous Hassan Sheikh Mahmoud (sans doute 2014), a duré jusqu'à l'arrivée en 2018 à la direction de NISA d'un Somalien très proche de l'actuel Président, salafiste convaincu et homme de lige des intérêts qataris à Mogadiscio. A partir de cette date, des changements importants ont eu lieu. Le second groupe a été reversé dans une unité de « forces spéciales » de NISA et en constitue aujourd'hui la majorité des membres. En sus d'autres membres du MJC qui ont été promus dans l'appareil civil de NISA, ils attestent que NISA ne peut plus fonctionner aujourd'hui sans leur implication. Après une durée relativement longue (de 6 mois à un an) ces personnes sont mutées dans les forces de police de Mogadiscio et souvent continuent de servir dans les unités spéciales plus lourdement armées (notamment Harama'ad).

Ainsi alors que les camps de dé-radicalisation ont focalisé l'attention des donateurs, une autre partition se jouait dans l'appareil de renseignement et de police. Aujourd'hui, non seulement les appareils de force sont divisés à cause de l'aiguïsement de la crise politique à Mogadiscio qui est devenue bien plus qu'une crise électorale mais des instruments essentiels pour contenir le MJC sont sous son influence et contribuent à une insécurité grandissante dans la capitale somalienne en déconstruisant le peu d'État qui avait pu se mettre en place depuis 2012.

Bibliographie

Nelly Lahoud, *Beware of Imitators. Al-Qâ'ida through the Lens of its Confidential Secretary*, Combatting Terrorism Center at West Point, 04 June 2012.

Roland Marchal, « Une lecture de la radicalisation djihadiste en Somalie », *Politique africaine*, n° 149, 2018/1

Roland Marchal & Zekeria Ould Ahmed, « La 'radicalisation' aide-t-elle à mieux penser ? », *Politique africaine*, n° 149, 2018/1.

Saferworld, Thinking beyond 'countering violent extremism' in Somalia; local views of an international project, <https://www.saferworld.org.uk/long-reads/thinking-beyond-a-counter-terror-strategy-in-somalia-local-views-on-an-international-project>

Isel van Zyl & Mariam Mahdi, *Preventing Violent Extremism in Eastern Africa. Lessons from Kenya, Somalia, Uganda and Tanzania*, ISS East Africa Report, September 2019.